

✎ DÉBATS

Cette semaine, l'actualité parlementaire est de nouveau marquée par des débats houleux sur la réforme des retraites. Les débats ont commencé le lundi 6 février et l'examen du projet de loi se trouve considérablement rallongé par les quelques 20.000 amendements déposés (dont 17.000 par les députés de la Nupes et 13.000 uniquement par les représentants de La France Insoumise).

La semaine dernière, l'article 1 sur la fin des régimes spéciaux a été voté. Cette semaine, l'article 2 sur l'index senior a été rejeté par les députés, marquant un premier échec pour le Gouvernement.

Signe de la tension qui règne actuellement au Parlement, le groupe Rassemblement National a déposé une nouvelle motion de censure qui devrait être étudiée vendredi.

Il reste, à ce jour, 18 articles à étudier et plus que quelques jours avant que le texte ne passe au Sénat. Le Gouvernement sera-t-il obligé d'utiliser le 49.3 pour sauver sa réforme ?

✎ BAISSÉ DE LA NATALITÉ

MARDI 7 FÉVRIER 2023 : Question écrite du député Bertrand Sorre (Renaissance, Manche) à propos de la baisse de la natalité en France, et réponse de François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention.

1. Bertrand Sorre met en avant le dernier bilan démographique de l'INSEE du 17 janvier 2023, qui révèle que les naissances repartent à la baisse en France. Ce bilan souligne également que le nombre de décès est supérieur aux projections et que l'espérance de vie stagne voire recule. Ainsi, en 2022, le solde naturel a atteint un niveau historiquement bas.

2. Le député demande ce qu'entend faire le Gouvernement pour soutenir une politique de natalité.

3. Dans sa réponse, le ministre François Braun indique que ce recul de la natalité est continu depuis 2010, en raison notamment de la baisse du nombre des femmes en âge de procréer, la hausse des maternités plus tardives et un impact potentiel de la crise économique sur la fécondité. Le ministre reconnaît que la politique familiale, en

permettant de compenser financièrement la charge d'un enfant, mais également de concilier la vie professionnelle et familiale, a dans son ensemble un impact positif sur la natalité. Cependant, il n'est pas possible, selon lui, d'établir un lien de causalité direct entre le taux de fécondité et le montant d'une prestation familiale ou une réforme en particulier (faux, ndlr). Sans donner de solution précise à la question posée, François Braun affirme que la France conserve un effort public élevé en faveur des familles, avec une offre de services et des dispositifs sociaux et fiscaux diversifiés et dispose du taux de fécondité le plus élevé de l'Union Européenne.

✎ EDUCATION

JEUDI 9 FÉVRIER : Question écrite du sénateur Dany Wattebled (Divers droite, Nord) sur la participation de l'éducation nationale à la lutte contre « le sexisme des jeunes » (en attente de réponse du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse).

1. Dany Wattebled s'appuie sur le rapport 2023 sur l'état du sexisme en France du HCE pour dire qu'il n'y a pas de recul du sexisme et que cela s'aggrave pour les jeunes générations. Ce rapport soutient que la société française « demeure très sexiste dans toutes les sphères de la société ». Le sénateur estime que l'éducation est le principal levier et surtout le plus à même de changer les mentalités. Il affirme que pour « améliorer la compréhension entre les sexes la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception avait rendu obligatoire l'éducation à la sexualité et à la vie affective dans les écoles, collèges et lycées, via 3 séances annuelles. ». Le sénateur déplore que cette mesure ne soit pas mise en place dans les établissements.

2. Dany Wattebled demande quelles sont les dispositions que le Gouvernement compte mettre en place pour que cette mesure soit réellement appliquée à chaque niveau de l'enseignement.

✎ GARDE D'ENFANTS

MARDI 14 FÉVRIER : Question écrite du député Sébastien Chenu (RN, Nord) à propos de la revalorisation du complément du libre choix du mode de garde (CMG) en faveur



de l'emploi des assistantes maternelles (en attente de réponse du ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées).

1. Sébastien Chenu rappelle que le complément du libre choix du mode de garde (CMG) est une prestation versée par l'URSSAF pour permettre la garde de jeunes enfants de moins de 6 ans par une assistante agréée. Or, cette aide n'est pas suffisante aujourd'hui pour encourager les jeunes parents à employer une assistante maternelle. Ceux-ci sont plutôt portés à confier leurs enfants à des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), au détriment des assistantes. Ces établissements sont en effet soutenus financièrement par les caisses d'allocation familiales et leurs aides ont été revalorisées en 2013. La CMG, de son côté, ne l'a pas été.

Derrière cette revalorisation unilatérale, le député dénonce une volonté de l'Etat de favoriser et d'encourager le développement de grosses structures et de ne pas aider les assistantes maternelles à développer leur activité.

Il apparaît évident à Sébastien Chenu qu'en l'absence de revalorisation équitable entre les deux types d'aides (celle apportée aux EAJE et la CMG ndlr), le déséquilibre entre les gardes d'enfants par les assistantes maternelles indépendantes et les établissements spécialisés continuera à s'accroître, ce qui n'est pas souhaitable de son point de vue.

2. Le député demande au ministre si un équilibre plus juste pourrait être trouvé entre ces deux types d'aides. ●



AGENDA PARLEMENTAIRE (1/2)

→ **Projet de loi de financement rectificatif de la sécurité sociale (PLFRSS) incluant une réforme des retraites**

- **AN 1^{ère} lecture**

→ Discussion en séance publique : du lundi 13 février au vendredi 17 février.

- **Sénat 1^{ère} lecture :**

→ Examen en commission des Affaires sociales : mardi 28 février

→ Examen pour avis en commission des Finances : mardi 28 février

→ Discussion en séance publique : du jeudi 2 mars au dimanche 12 mars – *Les sénateurs siégeront également les samedis et dimanches pendant ces 10 jours de discussion.*

- **Commission mixte paritaire, puis lecture des conclusions en séance publique, en vue d'une adoption définitive (en cas d'accord) : au plus tard le vendredi 31 mars (sous réserves).**

→ **Proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection longue durée** – Déposée le 17 janvier par le député Paul Christophe (Horizons, Nord) – [Voir veille du 1^{er} février \(n°5\)](#)

- **AN 1^{ère} lecture**

→ Discussion en séance publique : jeudi 2 mars

→ **Mission d'évaluation de la loi Fin de vie de 2016, dite "Claeys-Leonetti" (audition à l'Assemblée nationale) :**

JEUDI 16 FÉVRIER

- Table ronde avec des représentants d'associations de bénévoles accompagnant des personnes en fin de vie, notamment : Françoise Desvaux, secrétaire générale d'Être là Grand-Paris, et Thierry Praud, administrateur délégué ; Association Jusqu'À La Mort Accompagner la Vie (JALMALV).





AGENDA PARLEMENTAIRE (2/2)

→ **Plusieurs débats (sans discussion, ni vote sur un texte de loi spécifique) en séance publique :**

- Sur la réforme des retraites et la pénibilité - *A la demande du Groupe EELV à l'Assemblée nationale* : lundi 27 février
- Conséquences de la baisse démographique en France et les politiques à mettre en œuvre pour y remédier - *A la demande du groupe MoDem à l'Assemblée nationale* : mardi 28 février
- « Femmes et retraite » - *A la demande du groupe LFI à l'Assemblée nationale* : mercredi 1^{er} mars
- Mixité sociale à l'école - *A la demande du groupe PS au Sénat* : mercredi 1^{er} mars

→ **Proposition de résolution appelant à faire de la lutte contre les violences pornographiques une priorité de politique publique** - *Déposée le 18 janvier par les sénatrices Annick Billon (UDI, Vendée), Alexandra Borchio Fontimp (LR, Alpes-Maritimes), Laurence Cohen (PCF, Val-de-Marne) et Laurence Rossignol (PS, Oise)*

→ Discussion au Sénat, directement en Séance publique, sans dépôt d'amendement : mercredi 1^{er} mars

→ **Proposition de loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche** - *Déposée le 17 janvier par la députée Sandrine Josso (MoDem, Loire-Atlantique)*

- **AN 1^{ère} lecture**

→ Examen en commission des Affaires sociales : mercredi 1^{er} mars

→ Discussion en séance publique : mercredi 8 mars

→ **Proposition de loi relative à la prévention de l'exposition excessive des enfants aux écrans** - *Déposée le 19 janvier par la députée Caroline Janvier (Renaissance, Loiret)*

- **AN 1^{ère} lecture**

→ Examen en commission des Affaires sociales : mercredi 1^{er} mars à 9h30

→ Discussion en séance publique : lundi 6 mars et mardi 7 mars

→ **Proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants** - *Déposée le 19 janvier par le député Bruno Studer (Renaissance, Bas-Rhin)*

- **AN 1^{ère} lecture**

→ Examen en commission des Affaires sociales : mercredi 1^{er} mars

→ Discussion en séance publique : lundi 6 mars et mardi 7 mars

→ **Délégation aux Droits des femmes à l'AN**

- **Table ronde** dans le cadre de la mission d'information sur les budgets genrés, avec des représentants de collectivités territoriales ayant mis en place cette démarche - Jeudi 2 mars

